

Conjoncture outre-mer en 2011

Le Directeur général des instituts a donné une conférence de presse à Paris le 16 mars 2012 sur la « conjoncture outre-mer en 2011 ».

Alors que l'an dernier, lors de cette même conférence de presse, il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour l'ensemble de l'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut tout au plus identifier quelques tendances par zone géographique : les Départements français d'Amérique (DFA) sont la zone la mieux orientée, avec la Guyane dynamique, la Guadeloupe en amélioration et la Martinique un peu en retrait ; dans l'Océan Indien, La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant, à Mayotte, accentué par les événements sociaux ; les évolutions sont toujours divergentes dans l'Océan Pacifique avec, d'un côté, la Polynésie qui ne se redresse pas et, de l'autre, la Nouvelle-Calédonie dont l'activité est encore favorable.

La hausse des prix est généralement contenue et la dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

La vie chère en outre-mer : une fatalité ?

La vie chère en Outre-mer et les enjeux de la zone économique exclusive sont les deux thèmes de travail retenus par la Délégation sénatoriale à l'Outre-mer pour la session parlementaire. Pour la Délégation, la vie chère « illustre la vulnérabilité des collectivités ultramarines où les populations sont tout particulièrement exposées à un coût de vie élevé et à des taux de chômage record suscitant périodiquement des troubles sociaux graves ». Dans ce cadre, la Délégation a auditionné fin mars et début avril 2012 diverses personnalités qualifiées, dont l'IEDOM, susceptibles de lui apporter un éclairage pour la poursuite de ses travaux.

Séminaire CEROM

Les partenaires CEROM (AFD, INSEE, IEDOM, IEOM, ISPF, ISEE) se sont retrouvés les 22 et 23 mars 2012 à Libourne pour leur séminaire technique. Cette réunion, qui a lieu tous les deux ans, a rassemblé une quarantaine de participants qui ont échangé sur des thématiques aussi variées que les outils d'analyse de la conjoncture, les comparaisons des comptes rapides et des comptes définitifs ou les déterminants des échanges régionaux. Pour plus de détails www.cerom-outremer.fr

Lutte contre le blanchiment

En 2011, Tracfin a reçu et analysé 24 090 informations, soit une hausse de 19 % par rapport à 2010. 98 % des informations reçues sont le fait de professionnels assujettis au dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les informations émises par ces professionnels (22 856) sont en hausse de 19 % par rapport à 2010 et celles en provenance des administrations d'Etat et assimilés et autorités de contrôle de 15 % (385 informations). Afin de vérifier la pertinence des informations reçues, Tracfin a mené 26 091 actes d'investigations contre 15 116 en 2010.

1064 notes ont été transmises dont 495 à l'Autorité judiciaire (+23 % par rapport à 2010) et 569 aux administrations partenaires.

Le service a reçu 849 demandes de renseignement de ses homologues étrangers (+19 %) et leur a adressé 1 485 demandes (+29 %).

Dossier législatif

Le projet de loi, adopté en Conseil des ministres du 28 mars 2012, pour ratification de l'ordonnance n°2011-1920 du 22 décembre 2011 et portant adaptation du code monétaire et financier et du code des douanes à la suite du changement de statut de la collectivité de Saint-Barthélemy vis-à-vis de l'Union européenne, a été déposé sur les bureaux du Sénat.

Le texte est disponible en téléchargement sur www.senat.fr.

Publications de l'IEDOM

L'économie de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2011, Note expresse série « Portrait », n° 145, 146, 147, 148, 149, 150. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

L'économie de La Réunion en 2011 : le manque de confiance pèse sur l'activité

L'économie réunionnaise peine depuis la crise à retrouver des relais de croissance efficaces. Le manque de visibilité sur les perspectives économiques locales et les tensions entourant la crise de la dette en Europe pèsent sur la confiance des acteurs économiques. Après une orientation favorable au premier trimestre 2011, la situation conjoncturelle locale ne cesse de se contracter sur le reste de l'année, à l'image de la situation nationale. L'investissement privé ne redémarre pas, tandis que le logement social et la commande publique restent dynamiques. La consommation des ménages demeure bien orientée sur l'année.

A l'échelle sectorielle, les évolutions sont contrastées. Les secteurs des industries agro-alimentaires, de l'agriculture et du tourisme ont bénéficié d'un certain regain d'activité. Le constat est plus mitigé dans les industries manufacturières, tandis que le courant d'affaires est mal orienté dans le commerce et les services marchands. Le secteur du BTP reste fragile même si la relance de la construction de logements sociaux a permis de maintenir l'activité. Le marché du travail continue de se dégrader mais à rythme moins prononcé que les années précédentes.

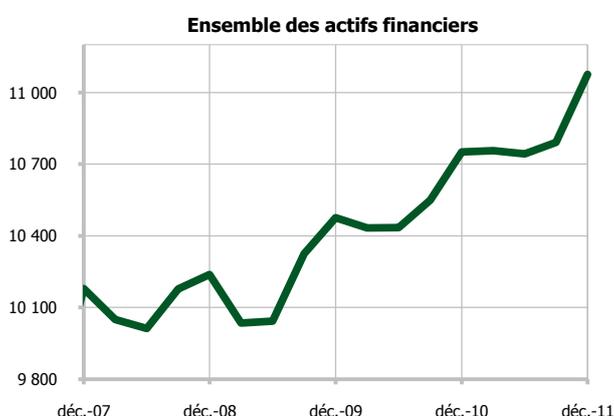
Dans ce contexte, l'activité de financement de l'économie par le système bancaire local est restée relativement peu dynamique en 2011, comme la collecte d'épargne. Le risque de crédit porté par les établissements de crédit se stabilise, après avoir très fortement progressé depuis 2009.

La Note Expresse Portrait n°148 est disponible sur le [site de l'Iedom](#).

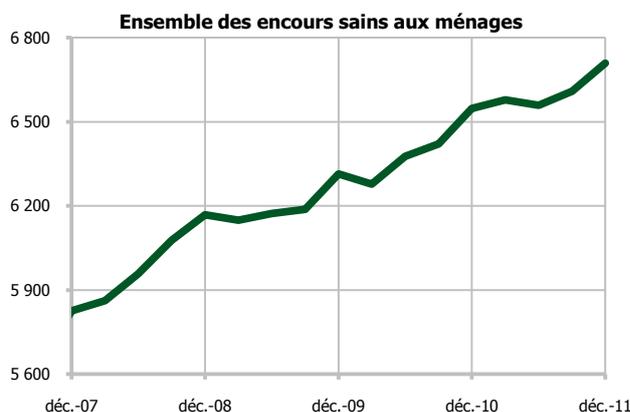
Une collecte nette de ressources en hausse fin 2011

Les actifs financiers détenus par la clientèle non financière à La Réunion progresse de 2,6 % au quatrième trimestre 2011, faisant suite à l'atonie des trois premiers trimestres de l'année. Les dépôts collectés atteignent ainsi 11,1 milliards d'euros. La collecte nette d'épargne demeure toujours relativement stable, aux alentours de 300 millions d'euros par an, soit un rythme très inférieur à celui enregistrés avant la crise financière de 2007.

Les dépôts à vue sont les principaux produits bénéficiaires de la progression des encours des placements au quatrième trimestre 2011, avec une hausse de 5,4 % sur les trois derniers mois. Les placements liquides s'inscrivent également en forte hausse au quatrième trimestre 2011, progressant de 3,5 % sur le trimestre. Ils bénéficient notamment de la capitalisation des intérêts versés à la fin du mois de décembre.



Source: Iedom, Surfî



Source: Iedom, Surfî

Parallèlement, l'encours brut total des crédits consentis par les établissements de crédit installés localement s'établit à 17 milliards d'euros à fin décembre 2011, s'inscrivant en progression de 1,9 % au cours du quatrième trimestre 2011. Comme pour la collecte d'épargne, l'économie réunionnaise enregistre désormais un rythme de croissance plus mesuré des encours de financements par rapport aux années précédant la crise financière.

Toutes les catégories de clientèle enregistrent une progression de leurs encours de financement, avec néanmoins des évolutions contrastées selon les formes de crédit. Les ménages et les entreprises enregistrent ainsi une hausse équivalente de leurs encours sur le trimestre (à hauteur de + 1,5 %), contre + 5,7 % pour les collectivités locales et + 10,2 % pour les autres agents. Néanmoins, en rythme annuel, les évolutions

d'encours des principales clientèles continuent à ralentir, témoignant d'une absence de réelle reprise de l'économie et des demandes de financement.

Le bulletin financier du quatrième trimestre 2011 est disponible sur le [site de l'Iedom](#).

Des taux des crédits aux entreprises en baisse

Les résultats provisoires sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion font apparaître une forte baisse des taux moyens observés sur le mois de janvier 2012, par rapport à l'enquête de juillet 2011. Le taux moyen global pondéré du crédit aux entreprises s'établit ainsi à 4,72 % sur le mois de janvier 2012, contre 5,71 % lors de la précédente enquête, soit une baisse de 99 points de base en six mois (contre + 114 points de base sur le semestre précédent).

La baisse enregistrée sur les six derniers mois concerne à la fois les financements à court terme, en recul de 138 points de base par rapport à juillet 2011 et les financements à moyen et long terme, en diminution de 57 points de base sur six mois.

BREVES ECONOMIQUES

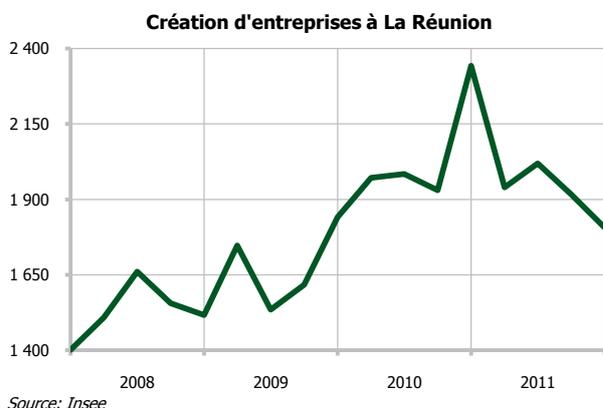
LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Février 2012	123,9	- 0,9 %	+ 0,9 %
	IPC France entière		125,2	+ 0,4 %	+ 2,3 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Décembre 2011	26 472	- 6,9 %	+ 2,6 %
	En cumul (milliers d'euros)		291 632	-	+ 8,9 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Janvier 2012	363,5	-	- 24,1 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		20,3	-	+ 9,1 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Février 2012	120 570	+ 0,8 %	+ 3,1 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aérien (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Février 2012	128 710	n.s.	+ 3,7 %
	Cumul 2012	cumul Fév.	571 766	-	- 1,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Janvier 2012	72 400	- 9,7 %	+ 4,8 %
	Cumul 2011	cumul Janv.	72 400	-	+ 4,8 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Décembre 2011	3 744	-	+ 23,1 %
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Déc.	22 800	-	- 12,5 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Décembre 2011	56,5	-	+ 9,8 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Déc.	342,4	-	- 9,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Février 2012	16 977	+ 1,9 %	+ 1,8 %

Baisse des créations d'entreprises en fin d'année



Le nombre de créations d'entreprises est en baisse de 5,7 % (données CVS et CJO) au quatrième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2011, faisant suite à une précédente baisse de 5,1 %. Sur l'ensemble de l'année 2011, les créations diminuent de 6,6 % par rapport à 2010. Cette baisse s'explique en grande partie par l'arrêt de "l'effet photovoltaïque" dès début 2011, après la nette progression qui l'avait précédé. Les créations dans la construction sont également en baisse (- 8,7 %). Le commerce de gros et de détail, les transports, l'hébergement et la restauration augmentent peu (+ 1,8 %).

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

La pierre, composante importante du patrimoine des Réunionnais

En 2010, près de 9 ménages réunionnais sur 10 détiennent un patrimoine financier et près de 6 sur 10 un patrimoine immobilier. Ces taux de détention d'actifs patrimoniaux sont inférieurs à ceux de la France métropolitaine, en raison de la jeunesse de la population et de plus faibles revenus. Les livrets d'épargne - liquides et peu risqués - comptent parmi les actifs financiers les plus répandus. La moitié des ménages possèdent plus de 90 000 euros de patrimoine, avec un écart très important entre les plus bas et les plus hauts patrimoines. L'immobilier constitue près des trois quarts du patrimoine global.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

Hausse de l'emploi dans le secteur privé au quatrième trimestre 2011

L'emploi dans le secteur privé progresse de 3,4 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss). Cette hausse est supérieure à celle observée au niveau national (+ 0,7 %). La masse salariale dans l'île progresse également à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 4,2 % à La Réunion sur un an contre + 3,6 % au niveau national.

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)						
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	Mars	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11			2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Mars 2012)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6168%	0,3877%	0,3662%	0,3587%	0,4690%	0,8600%	1,1660%	1,5000%

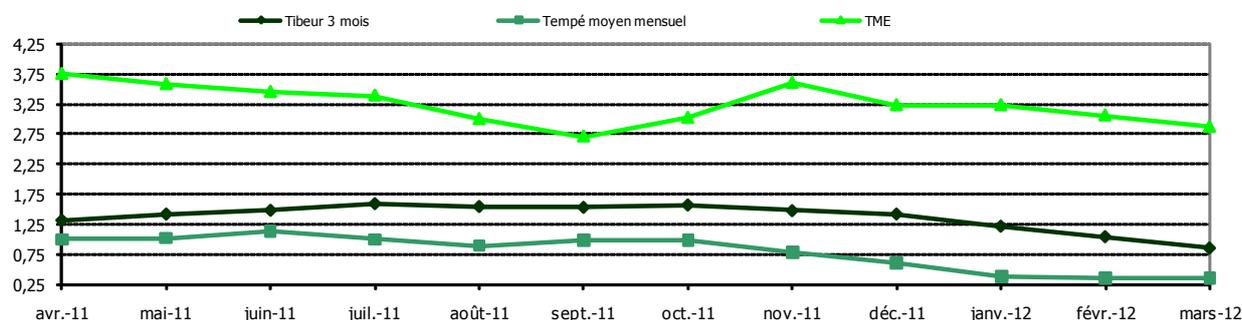
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
3,23%	3,23%	3,06%	2,87%	3,43%	3,43%	3,26%	3,07%

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	14,81%
Prêts à taux fixe	6,32%		
Prêts à taux variable	5,88%		
Prêts-relais	6,48%		
Autres prêts		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,56%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	15,27%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,15%	Découverts en compte (1)	13,67%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	13,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
		Découverts en compte (1)	13,67%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

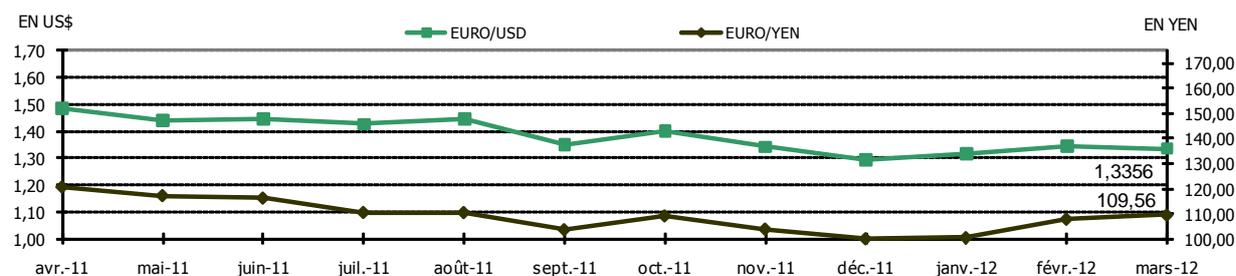
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3356	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2322	EURO/SRD (Surinam)	4,40300
EURO/JPY (Japon)	109,5600	EURO/BWP (Botswana)	9,69310	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,38830
EURO/CAD (Canada)	1,3311	EURO/SCR (Seychelles)	18,6810	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,1425
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83390	EURO/MUR (Maurice)	38,6266	EURO/BBB (La Barbade)	2,66850
EURO/SGD (Singapour)	1,6775	EURO/BRL (Brésil)	2,4323	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,56000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3705	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,73020	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2826,6087	EURO/XCD (Dominique)	3,6025	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : Arnaud BELLAMY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer le 03 avril 2012 - Dépôt légal : avril 2012 - ISSN 1240-3857